



Conférence donnée lors de la session 1999 des Semaines sociales de France, « D'un siècle à l'autre, l'Évangile, les chrétiens et les enjeux de société »

Les leçons des crises vues par des acteurs

MICHEL CAMDESSUS

Le temps est trop bref ce matin pour que je vous parle beaucoup du FMI. Il est peut-être plus utile de vous dire quelles sont, à mes yeux de « praticien des crises » ou de pompier de tant d'incendies, les leçons que je suggérerais de tirer de ces dix années de convulsions pour essayer de faire mieux pendant les quinze suivantes.

L'interrogation est toujours la même pour une conscience d'homme et de chrétien : comment rendre l'économie mondiale plus viable et le monde plus vivable ? En d'autres termes : comment humaniser la mondialisation ? Pour y répondre, essayons d'identifier les crises qui se cachent derrière cette succession d'ébranlements de l'économie mondiale, depuis la première crise de la mondialisation à Noël 1994 au Mexique. Je me contenterai de citer quatre facteurs majeurs d'instabilité, chacun appelant évidemment des changements de grande portée :

- des crises économiques nationales d'un type nouveau,
- une crise du système financier mondial,
- la pauvreté, comme crise systémique fondamentale,
- une crise, enfin, de gouvernance mondiale.

Examinons quelques instants chacun d'eux. Je le ferai moi-même avec une pensée reconnaissante pour le P Philippe Laurent qui, il y a deux années, m'avait suggéré une réflexion sur ces thèmes.

1. Des crises économiques d'un type nouveau

Les crises économiques ? Le FMI pensait bien les connaître. Il avait même été créé pour y répondre et pour éviter qu'elles ne tournent, comme en 1929, à la catastrophe mondiale et à la guerre. Pendant les quarante premières années de son existence, disons jusqu'au milieu des années quatre-vingt, cet organisme a surtout eu à faire face à des crises des paiements extérieures, engendrées souvent par les défaillances des politiques macroéconomiques, souvent aggravées par un endettement intenable.

On l'a vu avec la crise du Mexique, mais beaucoup plus nettement avec celle des places asiatiques : les crises ne sont plus ce qu'elles étaient. Elles éclatent sur des marchés de capitaux ouverts. Elles trouvent leurs origines dans des facteurs complexes de dysfonctionnement. Elles sont beaucoup moins exclusivement macroéconomiques. Elles prennent rapidement des proportions systémiques et ne peuvent être enrayerées que par la mobilisation immédiate de financements massifs.

Prenons les trois grandes crises asiatiques : Thaïlande, Indonésie, Corée. Pour y faire face, il a fallu s'attaquer à un problème tridimensionnel. Une dimension, certes, de déséquilibres macroéconomiques accompagnés de graves sorties de capitaux à court terme. Une crise aiguë du secteur financier, reflétant les faiblesses des institutions et des pratiques bancaires. Une crise, enfin, plus fondamentale d'un modèle de gestion économique auquel les succès antérieurs avaient été complaisamment attribués, mais qui était tout simplement en contradiction avec les exigences nouvelles d'une économie mondialisée. Je pense ici à un système de relations malsaines - il m'est arrivé de dire « incestueuses » - entre les entreprises, les banques et l'État. Cette troisième dimension, que les étudiants de Djakarta conspuaient en dénonçant la corruption, la collusion et le népotisme, impliquait des réformes fondamentales et immédiates. Il ne pouvait être question pour le FMI d'ouvrir des concours

financiers de grande ampleur sans mettre en place un ensemble de mesures ou de règles dont on puisse attendre plus de transparence, une plus grande qualité de la gestion et des dispositions contre la corruption. Ces réformes sont en cours : certaines ont d'ores et déjà produit les effets positifs attendus ; d'autres, qui s'attaquent à des problèmes profondément ancrés, prendront davantage de temps à manifester leurs effets. Elles sont néanmoins appliquées avec persévérance.

Le temps me manque pour pousser plus loin l'analyse, mais il est facile de voir que ces composantes multiformes des crises économiques nationales d'aujourd'hui se retrouvent, *mutatis mutandis*, dans bien d'autres cas : au Japon, dont l'abondance des réserves a évité une crise plus ouverte mais non moins profonde ; en Russie, évidemment, et dans des proportions redoutables ; et nous savons bien, à travers nos analyses annuelles de chacun de nos 182 pays membres, que ces symptômes se retrouvent, à des degrés divers, à peu près partout.

Quelles leçons pouvons-nous donc tirer de ce nouveau type de crises ? Tout d'abord celle-ci : que le pays soit grand ou petit, du fait des phénomènes de contagion sur des marchés mondialisés, toute crise peut devenir systémique. Toute politique économique nationale doit donc plus que jamais tenir compte de ses effets potentiels mondiaux : un devoir de responsabilité universelle s'impose dès lors à tous. Chaque pays, grand ou petit, est responsable de la stabilité et de la qualité de la croissance du monde. Cela ajoute une dimension nouvelle au devoir d'excellence qui s'impose à tout gouvernement dans la gestion des économies. Je dis « excellence », je pourrais tout aussi bien dire « absolue rectitude ».

La mondialisation est, en fait, un prodigieux facteur d'accélération et d'amplification des effets internationaux des politiques domestiques, pour le meilleur ou pour le pire.. cela, nul pays n'échappe et tous le savent. Il y a accord, au conseil d'administration du Fonds monétaire international, où le monde entier est représenté, pour que, dans le dialogue exigeant que nous entretenons avec chacun de nos pays membres, du plus grand au plus petit, l'accent soit mis, dans ce contexte de mondialisation, sur trois points :

- la rigueur et la transparence dans la gestion économique d'ensemble,
- une croissance axée sur le développement humain,
- la réforme de l'État et tout ce que cela implique de recherche d'efficacité du secteur public, de régulation appropriée, de renforcement de l'État de droit, d'indépendance de la justice, de lutte contre la corruption, etc.

Pour une organisation financière internationale, suggérer de tels efforts ne vise pas tellement à rechercher à tout prix des équilibres comptables, mais à amener les pays à découvrir et à tirer toutes les conséquences de cette relation circulaire entre intégrité des gestions monétaires et financières, croissance de haute qualité et réduction de la pauvreté. Sans perspectives crédibles de réduction de la pauvreté, les politiques d'intégrité monétaire et financière ont peu de chance de prévaloir durablement, alors que, sans une telle intégrité des gestions financières, toute tentative de réduire la misère fait long feu. En tirer toutes les conséquences, c'est aller par une souplesse accrue d'adaptation, à ce supplément de croissance, et surtout à cet enrichissement humain de la croissance qui permettra, en fin de compte, que chaque pays puisse jouer un rôle positif accru dans l'économie mondiale. Une valeur trouve ici une pertinence particulière : le sens de la responsabilité de chacun pour le progrès de tous.

Les crises ont donc changé, mais leurs composantes nationales n'expliquent pas tout. Les pays n'ont pas été seulement acteurs de crises ; ils ont été victimes : ce sont les dérèglements de tout un système qui sont également mis à jour : il faut donc analyser, pour les corriger, les faiblesses du système financier mondial. En aidant au redémarrage de ces économies, nous avons été dans une logique de construction. Ici, nous entrons dans une logique plus prometteuse de prévention. Le pompier devrait laisser la place à l'architecte.

2. Discerner et corriger les faiblesses du système financier mondial

Une réflexion universelle s'est engagée avec pour vaste ambition de dessiner une nouvelle architecture financière. Les vices de construction sont bien identifiés. En voici sept, pour faire parfaitement biblique :

1. L'insuffisance de l'information financière et le manque de respect des règles de transparence qui mine la crédibilité des politiques économiques, la stabilité des marchés et évidemment l'efficacité de la surveillance que le FMI est chargé d'exercer ; ceci

explique, pèle-mêle, le syndrome du « déni » par lequel les gouvernements se mentent à eux-mêmes, et les réactions grégaires d'engouement et de repli qui font partie du système financier mondial.

2. Les faiblesses des institutions et des systèmes bancaires et financiers.
3. L'ouverture mal conduite des marchés des capitaux qui a facilité la circulation de capitaux à court terme potentiellement instables, alors que les investissements directs étaient assujettis à des restrictions légales ou à des tracasseries administratives – l'inverse, en fait, de ce qui aurait dû se produire !
4. L'hésitation à définir les modalités d'une participation du secteur privé, pourtant responsable d'une part croissante des financements mondiaux, à la prévention et à la solution des crises.
5. Le retard à soumettre à l'indispensable discipline, des marchés financiers internationaux laissés dans l'état d'anarchie où se trouvaient les marchés domestiques des pays industriels il y a un siècle, alors même que les formes de plus en plus sophistiquées d'intermédiation financière à l'échelle mondiale se sont rapidement développées.
6. Un système global qui laisse persister l'extrême pauvreté et des inégalités croissantes. J'y reviendrai.
7. Un système dont on se demande s'il a un pilote c'est le problème de la « gouvernance » mondiale.

Construire un système financier mondial stable et ouvert implique donc que l'on commence par corriger ces défauts majeurs. Le nouvel édifice devra donc reposer, dans l'orbe financier, sur cinq principes fondamentaux : transparence, solidité des systèmes financiers, participation du secteur privé, libéralisation ordonnée des mouvements de capitaux, et modernisation des marchés mondiaux sur la base de normes universellement admises et de moyens nécessaires pour les faire respecter. Commençons par là.

Moderniser les marchés internationaux sur la base de normes universelles de bonne conduite. C'est l'approche centrale, L'objectif est simple assujettir toutes les opérations financières internationales à des pratiques et des règles de discipline semblables à celles qui ont été peu à peu établies et sont maintenant appliquées sur les places financières les plus avancées. C'est aujourd'hui la seule manière d'éviter que les investisseurs internationaux, usant des techniques financières les plus sophistiquées, n'opèrent dans des conditions d'anarchie des marchés financiers du temps de Zola. Il nous faut donc définir des normes internationales uniformes non seulement dans les domaines monétaire et financier mais également en matière de comptabilité, de vérification des comptes, de droit de la faillite, de gouvernement d'entreprise, etc. Ces normes devront ensuite être diffusées d'une manière universelle, et tous les secteurs clés de la vie financière devront être amenés à s'y conformer. Grand nombre de pratiques devront être amendées et ici encore la surveillance du FMI devra s'adapter pour donner à la communauté internationale l'assurance que les nouvelles règles sont effectivement appliquées.

Assurer la primauté de la règle d'or de la transparence. C'est en veillant à l'élaboration rapide d'informations précises, à leur diffusion et à la meilleure information possible des gouvernements, des marchés et de l'ensemble des acteurs sur les objectifs et les résultats des politiques économiques que l'on aura les meilleures chances de résorber, avant qu'ils ne s'aggravent, les facteurs potentiels de crises; et de réduire les phénomènes grégaires d'engouement ou de retraits frileux dont on connaît mieux aujourd'hui le coût.

Renforcer les systèmes bancaires et financiers. Une priorité doit s'attacher à la mise en place de structures de réglementation et de surveillance solides s'appuyant, comme il vient d'être dit, sur des normes universelles en matière de contrôle bancaire de comptabilité, de vérification des comptes, d'assurance, de régime des valeurs mobilières et de systèmes de paiements. Le FMI est en train de renforcer ses capacités de surveillance dans ce domaine en recentrant ses activités d'assistance technique et de formation. Agissant de concert avec les autres organisations internationales il va s'attacher à répandre à travers le monde les codes de bonne conduite et les systèmes de normes qui seront élaborés. Ses attributions en matière de surveillance de chaque pays lui permettront ensuite de s'assurer de leur bonne application. Inutile de dire qu'il s'agit là d'un gigantesque chantier.

Faciliter la participation du secteur privé à la prévention des crises et au redressement des pays. Devenu la première source de financement pour de nombreux pays, le secteur privé est appelé à s'associer dans un esprit de coopération à la prévention et à la solution des crises

financières. Les enseignements qui se dégagent de notre expérience dans les pays touchés par la crise asiatique (Corée, Thaïlande, Indonésie, Ukraine, etc.) devront nous aider à dégager quelques règles du jeu suffisamment claires pour assurer une plus grande stabilité des investissements privés, atténuer le risque de retournements inopinés sur les marchés et éviter, par là même, l'aléa moral. Nous devons encore approfondir notre réflexion sur ces questions, aider les grands pays à se défaire de leur ambivalence à ce propos, et faciliter la participation du secteur privé à cette réflexion.

Promouvoir une libéralisation ordonnée des mouvements de capitaux. La crise a fait renaître, ici ou là, la tentation de revenir à des méthodes dépassées de contrôle des changes et des mouvements de capitaux. La réponse des gouverneurs du FMI a été, à ce propos, pratiquement unanime et fort claire. Ils refusent de s'engager dans une querelle idéologique ; ils confirment leur attachement à la liberté des échanges et des paiements, en réitérant sans équivoque le mandat confié au FMI en octobre 1998 à Hong-Kong : l'objectif devrait être de progresser prudemment et de façon ordonnée sur la voie d'un système ouvert de mouvements de capitaux. Chaque pays devrait y parvenir à son rythme et s'y préparer par des réformes financières sagement échelonnées, le renforcement de ses équilibres macroéconomiques et celui de ses dispositifs de surveillance du secteur financier.

Dans ces deux derniers domaines, il faut bien le reconnaître, les progrès sont très lents et il va nous falloir donner encore quelques vigoureux coups de collier.

Cela suffira-t-il ? Certains diront, sans doute, que ces propositions ne sont pas suffisamment audacieuses, que la diffusion des normes et codes de bonne conduite dépendront à l'excès du consensus, de la confiance mutuelle entre pays et d'un sens des responsabilités exceptionnel de la part de tous les acteurs. On en viendrait alors à préconiser l'application de règles obligatoires ou l'application de taxes à l'échelle mondiale. Or, il n'y a guère de consensus pour cela dans le monde à l'heure actuelle. Il serait donc plus sage de renforcer l'accord qui semble s'opérer aujourd'hui sur les cinq points que je viens d'évoquer, et de l'appliquer vigoureusement et sans délai. C'est déjà là une tâche monumentale et qui prendra du temps. Les autorités devront s'habituer aussi à agir dans un esprit de subsidiarité, en n'intervenant au niveau mondial que si l'action au niveau national ou régional ne suffit pas, mais elles devront surtout adopter à leur niveau toutes les mesures aptes à renforcer leur propre système financier. Elles devront s'attaquer énergiquement aussi au grave problème posé par le manque de transparence et l'absence de contrôle des fonds spéculatifs et des transactions qui s'effectuent sur de nombreuses places *off shore*. Le monde ne peut plus tolérer de tels « trous noirs » dans son système financier. Je suis heureux que notre pays se soit engagé dans cet effort.

Je sais que certains hausseront les épaules et diront : « Tout cela n'est que de la finance ! » Gardons-nous de penser que le inonde de la finance est un monde à part ! Quand on a mesuré le coût humain de tous ces dérèglements financiers, quand on garde en mémoire qu'il n'y a pas eu de crise bancaire au cours des vingt dernières années qui ait finalement coûté moins de vingt points de x113 aux pays en cause, on se rend compte qu'on ne peut séparer la finance de l'économie ; la prévention des crises et la stabilisation des marchés sont une des sauvegardes que l'on doit d'abord aux plus vulnérables de nos sociétés. Ici aussi, autant qu'ailleurs, doit s'exercer un sens plus aigu de la responsabilité. Une saine architecture financière est, elle aussi, un facteur de protection sociale, mais toute architecture financière sera instable tant que le inonde ne se mobilisera pas davantage pour faire face au « risque systémique ultime¹ » : la pauvreté.

3. La pauvreté : « risque systémique ultime »

La lenteur des progrès de par le monde et, en bien des endroits, les reculs dans la lutte contre la pauvreté sont, évidemment, le facteur de crise le plus grave en cette fin de siècle. Ici plus qu'ailleurs doit se juger notre capacité collective à mettre l'homme au cœur de nos politiques, à humaniser la mondialisation.

Sur la dimension mondiale du problème, sur ses risques d'aggravation, je n'ai pas à m'étendre ici. J'imagine que chacun a les chiffres clés² en tête et que la plupart d'entre nous, d'une manière ou d'une autre, sont engagés dans ce combat contre l'exclusion et la pauvreté

¹ L'expression est d'Ange' Gurrfa, ministre des Finances du Mexique.

² Plus de 1,3 milliard d'individus vivent avec moins de 1 dollar par jour ; plus de 1,4 milliard n'ont pas d'accès direct à l'eau potable ; 0,9 milliard sont analphabètes ; 0,8 milliard souffrent de la faim ou de la malnutrition...

absolue. Mais que faire pour renverser ces tendances, y compris la régression de l'aide publique au développement, dont on n'a que trop d'évidence sur le plan mondial ?

Je connais trop le champ de contraintes et d'inerties dans lequel nous livrons cette bataille, pour vous proposer quelque solution facile que ce soit, mais je voudrais vous associer à une campagne et à deux initiatives qui pourraient permettre quelques avancées.

La campagne vise à faire en sorte que les paroles données soient tenues. Au cours de la dernière décennie nous avons assisté à un double phénomène assez paradoxal. D'une part, alors que les pays industriels touchaient allégrement les dividendes de la paix, ils réduisaient continûment leurs efforts d'aide publique au développement, s'écartant de plus en plus de l'objectif de 0,7 % de leur PIB consacré à l'aide publique que tous — à l'exception des USA — s'étaient assignés pour l'an 2000. Simultanément, ils s'engageaient, aux côtés des pays en développement et en transition, conférence mondiale après conférence mondiale, à promouvoir des objectifs chiffrés et réalisables de développement humain, Souvenons-nous de la déclaration de Copenhague, où nous avons promis de réduire de moitié le nombre des habitants de la planète vivant dans l'extrême pauvreté d'ici 2015. Souvenons-nous de Rio, de Jomtien, du Caire, de Pékin, où nous avons promis d'atteindre au moins six autres objectifs dans les quinze prochaines années : assurer l'instruction primaire universelle, réduire des deux tiers la mortalité à la naissance et infantile, et des trois quarts la mortalité maternelle, assurer l'accès universel aux soins et conseils en matière de procréation à travers les services de santé primaire, veiller à inverser la tendance actuelle à la destruction de l'environnement et supprimer, d'ici 2005, la disparité entre garçons et filles au regard de l'enseignement primaire et secondaire.

Imaginons un instant que ces engagements soient effectivement tenus : quel pas de géant ce serait vers un monde meilleur, quel pas de géant pour la promotion des plus défavorisés parmi les pauvres, j'entends les femmes et les enfants ! Mais voilà, ces engagements, j'ai eu l'occasion de vérifier par moi-même qu'ils commençaient à être très sérieusement perdus (le vue par bien des principaux dirigeants de la planète. Je me suis donc réjoui qu'ils aient accepté de se faire donner, chaque année, à l'occasion de chaque réunion du G7-G8, un rapport précis des principales institutions compétentes pour vérifier l'état des progrès vers leur réalisation et, s'il y a retard, pour réfléchir aux mesures à prendre pour définir une nouvelle trajectoire vers l'objectif. Ceci est un petit progrès, mais cela nous révèle surtout combien nos engagements collectifs sont fragiles et ont peu de chances d'être tenus en dehors d'une mobilisation universelle des opinions publiques, à la manière de ce qui s'est passé avec le Jubilé 2000. Me demandant donc aujourd'hui ce que les Églises et les mouvements d'inspiration chrétienne et tous les autres pourraient faire ensemble pour promouvoir l'humanisation de ce monde, je n'hésite pas à dire : engageons-nous à faire en sorte, à exiger, que les engagements pris en notre nom soient tenus. Je l'ai demandé aux chefs d'État du G7-G8 : faisons de la première décennie de ce siècle la décennie des engagements tenus. Il y va évidemment de notre solidarité, avec ce milliard trois cents millions d'hommes dans l'extrême pauvreté, il y va de quelque chose de fondamental aussi dans les relations entre les hommes le respect de la parole donnée ; si nous laissons le cynisme prévaloir en ce domaine, ne rêvons plus de progrès vers une société mondiale plus fraternelle. Mais, chers amis, il y a urgence, je vois venir bientôt le moment où l'on nous dira que, avec le temps perdu depuis le moment où ces engagements ont été souscrits, les objectifs ne sont plus accessibles; Ce n'est pas encore le cas, mais, oui, il y a urgence. Il nous faut ici un sursaut de responsabilité et de solidarité.

Deux autres initiatives, qui se développent en ce moment et qui doivent être mises au service de ces sept engagements, pourraient contribuer à faire une grande différence : l'une est la mise en oeuvre vigoureuse des opérations de réduction de dette dans le prolongement du sommet de Cologne. Il y a désormais accord pour s'assurer que les ressources libérées par les opérations d'allègement de dettes, qui devraient porter sur une somme totale au fil des ans de 60 milliards de dollars, soient attribuées à des dépenses d'investissement humain supplémentaires (éducation, santé, infrastructures rurales, etc.) ; ceci est fondamental !

L'autre initiative est l'adoption d'une nouvelle stratégie conjointe du FMI et de la Banque mondiale, qui vise précisément à placer le combat contre la pauvreté au cœur de leurs stratégies communes dans les soixante-quinze pays les plus pauvres. Supposons que, dans ce cadre, les pays bénéficiaires et les pays industriels prennent également au sérieux nos sept engagements ; ceci pourrait déclencher une sorte de cercle vertueux susceptible d'engendrer un surcroît de croissance par rapport aux tendances actuelles, pourvu que cet effort se

développe dans le cadre de programmes pour une croissance de haute qualité impliquant des réformes hardies, y compris, évidemment, des institutions publiques et des méthodes de gouvernement³. Cela devrait être la contribution des pays en développement eux-mêmes, car ils ont, eux aussi, souscrit à ces sept engagements, et ils sont, bien évidemment, les premiers responsables de leur propre croissance humaine. Le reste du monde devrait y correspondre, non seulement par les financements promis, mais aussi par l'ouverture des frontières commerciales à leurs produits et, je le dis au risque de paraître naïf, par un effort majeur pour restreindre le commerce des armes car les guerres et les conflits intérieurs qu'elles provoquent ou entretiennent sont la cause première du retard du développement, en particulier en Afrique⁴.

Enfin, permettez-moi d'insister sur cette belle occasion de partenariat Nord-Sud et public-privé que l'entreprise commune de mise en oeuvre de nos sept engagements peut offrir. Il y a plus de dix ans, dans *Sollicitudo rei socialis*, Jean-Paul II exprimait sa préoccupation devant le « fossé qui continue de s'élargir » entre le premier, le second, le tiers et le quart monde... témoignant que « du genre humain est sérieusement compromise ». Quelle meilleure façon de sceller cette unité que de tenir ensemble la parole donnée aux plus pauvres et aux générations futures ?

Mes amis, rien de tout cela n'est impossible, mais à la condition seulement que nous sachions jouer des forces de la mondialisation comme les joueurs japonais de sumo savent jouer de l'énergie de leur adversaire : les utiliser en leur faveur au lieu de s'en laisser écraser. La mondialisation peut être une chance d'accélérer la sortie de la pauvreté. « Nous n'espérons jamais assez, disait le P. Teilhard, de l'unité humaine croissante. » La mondialisation comporte des risques réels de marginalisation, d'instabilité et d'uniformisation qu'il nous faut combattre, mais aussi des chances formidables d'accès plus large à l'information, aux nouvelles technologies et à des ressources financières plus abondantes pour l'investissement productif. Ne rentrons pas dans ce monde à reculons. Mais reconnaissons que nous ne pouvons pas à la fois prétendre être efficaces dans notre lutte contre la pauvreté et prendre une attitude négative d'imprécateurs contre la mondialisation et les extraordinaires changements technologiques qui l'accompagnent.

Cela dit, nous ne le savons que trop : il y a une carence dans le monde d'aujourd'hui, dont souffrent bien des hommes, c'est leur sentiment que leur destin se joue en dehors d'eux, et cette crainte qu'il n'y ait point, face à des problèmes de dimension de plus en plus universelle - environnement, drogue, corruption, crime, marchés de l'argent, etc. -, d'autorité légitime en charge de ces problèmes. Il est temps de nous tourner vers notre quatrième type de crise.

4. La crise mondiale de gouvernance

Humaniser la mondialisation, c'est donc aussi créer des conditions, institutionnelles ou autres, qui nous permettraient de mieux nous garder ensemble des risques collectifs à l'échelle de la planète, et de dégager ensemble une vue plus claire de notre destin commun.

Certes, ce qui se fait à l'heure actuelle avec les moyens du bord, les institutions de Bretton Woods et toutes les formes de coopération bilatérale ou multilatérale, n'est pas tout à négligeable, et c'est grâce à cela probablement que la crise asiatique, et ses prolongements,

³ Qu'entendre par là ? Rien d'autre que ce que se sont efforcés d'accomplir les pays qui ont le mieux réussi, en Afrique, avec l'appui de nos institutions, à inverser la tendance observée depuis les années soixante-dix, au repli du revenu réel par habitant, à la forte inflation et aux déséquilibres extérieurs. Nous connaissons les ingrédients de leur succès, encore à consolider : un environnement macroéconomique stable; une économie de marché ouverte et efficiente ; un cadre propice à l'investissement privé ; plus de transparence ; un secteur financier solide et des institutions économiques robustes. Et, bien sûr, une bonne gestion des affaires publiques, avec tout ce que cela implique : en particulier, la lutte contre la corruption, le respect de l'État de droit et l'existence d'un appareil judiciaire indépendant, qui veille à l'exécution des contrats et qui protège les droits fondamentaux des citoyens.

⁴ Je n'hésite pas à répéter ici quelques suggestions qui ont été faites pour restreindre le commerce des armes et les dépenses militaires : réduire les ventes de matériel militaire aux régions sensibles; ne plus accorder de crédits à l'exportation à des fins militaires ; plafonner les dépenses militaires nationales à 1,5 % du PIB en Afrique et peut-être souvent bien en deçà ; coopérer à la lutte contre la contrebande de matières premières et de ressources naturelles aux fins du financement de conflits armés; élargir le registre des Nations unies pour impliquer beaucoup plus de pays et en étendre la portée aux armes légères et aux munitions. Combien de socs de charrue pourrions-nous forger avec la scandaleuse accumulation de glaives à laquelle le G7 contribue pour l'essentiel !

ne s'est pas transformée en une crise systémique majeure dont nous n'étions peut-être pas si loin, il y a simplement un an. Mais nous sentons tous qu'il y a beaucoup mieux à faire.

Un des premiers problèmes à traiter à cet égard serait celui de la « responsabilité politique » des institutions internationales, trop souvent vues comme des technocraties irresponsables, alors que chaque jour des responsabilités plus importantes leur sont conférées, et que, de fait, leurs orientations relèvent en dernier ressort des gouvernements. Une proposition de réforme, que la France a récemment mise en avant, répond à cette nécessité. Elle consisterait à transformer le Comité intérimaire du FMI où siègent les ministres, en un comité, non plus simplement consultatif, mais décisionnel pour toutes les grandes orientations stratégiques de l'économie mondiale. Cela placerait clairement, aux yeux de l'opinion publique, les responsabilités là où, de fait, elles se trouvent. Pour ma grande déception, malgré le soutien valeureux de la France et particulièrement de Dominique Strauss-Kahn que je tiens à saluer ici, nous sommes loin d'avoir réussi. Une autre suggestion, guère éloignée de l'idée du Conseil de sécurité économique de Jacques Delors, consisterait, une fois tous les deux ans par exemple, à substituer au Sommet du G7 une réunion des chefs d'État et de gouvernement des vingt-quatre pays représentés aux conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale, en présence des dirigeants des principales organisations mondiales et du secrétaire général de l'ONU. Cela permettrait d'opérer une coordination des stratégies dont ces organisations ont la charge, et ceci établirait un lien fort et plus évident entre ces institutions et les représentants les plus légitimes de la communauté mondiale. Ici aussi, en dehors de quelques manifestations d'intérêt sympathiques, je ne vois guère le mouvement s'amorcer.

Il ne nous reste plus qu'à persévérer dans cet effort. Car c'est le bon. Il ne vise qu'un très modeste premier pas dans une démarche beaucoup plus vaste, indispensable et urgente. Il suffit pour le comprendre de comparer notre monde et celui de 1945, Chaque pays a désormais conquis sa souveraineté, chacun veut exercer sa pleine responsabilité face à des problèmes de dimension mondiale, et nous savons bien que la participation effective de chaque pays à la gestion de la « Cité globale » est une condition clé du bon fonctionnement de celle-ci. Bien plus, alors que la mondialisation s'est opérée jusqu'ici au gré de dynamismes financiers ou technologiques en quelque sorte autonomes, il est grand temps maintenant de les assumer, de prendre des initiatives pour que la progression vers l'unité du monde se fasse dans la cohérence et au service de l'homme. Tout cela appelle des institutions qui facilitent une réflexion en commun, lorsqu'il le faut, au niveau le plus élevé, et qui soient capables de faire adopter et de suivre des stratégies mondialisées lorsqu'il apparaît que les problèmes ne peuvent être proprement appréhendés qu'au plan mondial. Un effort d'imagination s'impose donc pour définir les institutions qui serviraient au mieux le bien commun mondial ou, à tout le moins, pour apporter aux institutions nées à San Francisco ou à Bretton Woods, les correctifs aujourd'hui nécessaires.

Tâche extraordinaire en vérité ! Nous sommes la première génération dans l'histoire à être appelée à l'organisation et à la gestion du monde, non plus à partir de la position de puissance d'un Alexandre, d'un César ou des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, mais à partir de la reconnaissance des responsabilités universelles de chaque peuple, d'un droit égal au développement soutenable et d'un devoir universel de solidarité.

Ces réformes doivent se situer dans une optique positive de subsidiarité. Nous n'avons pas le droit de nous défausser sur les institutions de notre devoir d'assumer la mondialisation. Elles ne doivent pas se substituer aux États et ces derniers doivent éviter de leur imputer leurs propres manquements. Enfin, par-delà les gouvernements, il y a les peuples. Face à la globalisation, s'il est indispensable d'adapter les institutions, il l'est tout autant de planter l'universel dans le local, à tous les niveaux de la vie collective.

Ce que nous trouvons au tréfonds de nos problèmes, c'est un déficit de citoyenneté mondiale. Par cette expression, j'entends le fait que nous sommes tous, dans nos cultures, dans nos éducations économique, civique, politique, en déficit universel. L'homme de notre temps le perçoit obscurément. Sa culture est en décalage par rapport à l'évolution rapide dans le domaine de l'économie, des finances, de l'information. Nous sommes des atrophiés de l'universel, comme l'homme européen au lendemain du traité de Versailles était un atrophié de l'Europe. On sait où cela nous a conduits.

Le XXI^e siècle n'ira pas à son épanouissement si une nouvelle génération de leaders d'opinion n'assume pas sérieusement cette responsabilité de créer une conscience mondiale dans l'opinion publique universelle. Il faut que naisse une nouvelle citoyenneté ; non pas un vague cosmopolitisme, mais une véritable citoyenneté, sans dimension mutilée, riche de toutes nos

appartenances réconciliées. C'est d'un plus de citoyenneté qu'il s'agit, à tous les niveaux, local, régional, national, mondial.

Comment y arriver ? Il ne s'agit pas d'une petite affaire. Il doit s'agir, en effet, d'une citoyenneté effective, génératrice de solidarité. Le changement qu'il y a lieu de prévoir, par exemple, dans les grands pays industriels, pour appuyer les efforts de tant de pays qui luttent au bord de l'abîme pour tenir les sept engagements, est un changement de grande envergure. L'exigence de solidarité mondiale ne se limite pas au sacrifice du superflu ; ce qui est en cause, c'est la protection de l'acquis, de certains styles de vie, de modèles de consommation, de la structure des pouvoirs établis qui régissent nos sociétés. Et le changement que requiert un véritable développement humain dans les pays du Sud appelle des changements tout aussi radicaux. Au nord, comme au sud, il ne s'agit nullement de détruire le tissu de nos sociétés, mais, comme le dit *Centesimus annus*, « de les orienter en fonction d'une juste conception du bien commun de la famille humaine tout entière ». Tout homme devrait être aidé par l'éducation qu'il reçoit, par l'action de groupements de toutes sortes, ou par la parole des Églises à se comporter en « intendant avisé de la création tout entière ».

Ceci appelle à l'action là où nous vivons. Prenons au pied de la lettre cette belle formule : « *Think globally, act locally* » (Pensez monde, agissez local). En d'autres mots, nous devons essayer de semer l'universel au niveau local, de planter l'universel partout ; c'est, je le crois profondément, la seule façon sûre aujourd'hui de faire vivre, dans le dialogue, toutes les cultures.

Le XXI^e siècle doit être celui du renforcement progressif des institutions mondiales, mais aussi celui de la décentralisation et de l'épanouissement simultané de l'ensemble des échelons de responsabilité. L'affirmer n'enlève rien évidemment à la nécessité de mieux structurer l'échelon mondial, de créer des organisations régionales là où elles manquent encore et de renforcer la dimension politique des organisations économiques régionales déjà en place, telles que l'Union européenne. Plus on juge indispensable de consolider ou d'investir, de nouvelles responsabilités, les instances mondiales, plus il est nécessaire de les faire accepter par les opinions publiques. Plus il est nécessaire aussi de poser que leur contribution ne peut être que subsidiaire, et de faire comprendre par tous qu'un travail ne peut s'opérer avec succès au plan mondial qu'assumé au plan local et soutenu par des initiatives à tous les niveaux de la chaîne institutionnelle, initiatives auxquelles les ONG auront chaque jour une part plus grande. La citoyenneté partout doit être une des valeurs clés du XXI^e siècle.

J'ai parlé de valeur clé. C'est bien de cela qu'il s'agit, dégager les valeurs sur lesquelles les hommes et les femmes de notre temps pourraient se retrouver pour rendre sens à notre histoire. Elle reste en suspens, elle est entre nos mains ; mais la mondialisation, quels qu'en soient les risques, est aussi une chance pour aller vers une économie mondiale plus digne de l'homme. Le jubilé devrait être une occasion pour rendre grâce, pour cette nouvelle chance donnée aux hommes de notre temps. Il est aussi une occasion de nous mettre en mouvement autour de ces trois valeurs auxquelles je n'ai cessé de me référer et dans lesquelles beaucoup à travers le monde se reconnaissent : la responsabilité, la solidarité et cette nouvelle citoyenneté.

Sur les terres vierges du nouveau millénaire, voilà les trois valeurs qu'il nous faut semer. Pour mieux les promouvoir, j'aimerais conclure en soulignant l'énorme effort d'éducation civique, de déchiffrement de ce nouveau monde et d'explication des choix, que des politiques de responsabilité et de solidarité impliquent. Quelle tâche immense pour ces hommes politiques que l'on prétendait évincés par les marchés ! Jamais l'importance et la noblesse du politique n'aura été aussi grande. Jamais non plus le rôle des Églises, éducatrices des consciences, n'aura été aussi indispensable. Sous mille formes, la barbarie nous menace. Non plus aux frontières, comme lorsque, pour la première fois dans son histoire, l'Église a eu à l'affronter, mais au cœur de nos sociétés. Mafias, immoralités, corruptions, violences, mondialisation du crime, toutes ces formes permanentes et nouvelles de la barbarie sont parmi nous. Elles sont promptes à se glisser dans les fissures qui apparaissent chaque fois que sous la poussée de l'accélération de l'histoire, les structures, les cultures et les codes moraux les mieux enracinés sont ébranlés. L'Église a une parole forte et cohérente pour aider les hommes à conjurer leurs peurs et à mobiliser toutes leurs forces pour construire un monde uni et solidaire. Certes, « elle n'a pas de modèle à nous offrir », dit le Saint-Père dans *Centesimus annus*. Dieu soit loué ! car tel n'est pas son métier ; mais sa doctrine sociale a déjà guidé d'innombrables acteurs de l'humanisation du monde. Elle a plus que jamais un rôle à jouer, elle aussi, pour humaniser la mondialisation. Comment ne pas attendre beaucoup de cette parole si nous

reconnaissons, comme le suggérait le P. Teilhard de Chardin — encore lui ! —, que « c'est Dieu lui-même qui attire les hommes et les atteint à travers le processus unificateur de l'Univers » ?